

Elections suisses: Qui élit qui?

Autor(en): **Saladin, Gregor**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(1998)**

Heft 36

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-556001>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Elections

suisses:

Qui élit qui?

Jusqu'à présent, l'électeur suisse était un être plutôt méconnu des politologues. Un vaste projet de recherche sur les élections au Conseil national de 1995 vient de s'achever, qui comble cette lacune. Pour la première fois, la face cachée des électeurs, leur comportement et motivations ont été analysés en profondeur dans dix cantons.

PAR GREGOR SALADIN

ILLUSTRATIONS WALTER STÄHLI

La recherche appliquée aux élections accusait un retard considérable en Suisse par rapport à d'autres pays. La raison en était notamment que la science politique se contentait d'étudier l'électorat suisse comme un groupe national homogène, ainsi que l'explique le professeur genevois Hanspeter Kriesi.

Et pourtant il n'y a pas de véritables élections fédérales! Les élections au Conseil national consistent plutôt en une série de scrutins cantonaux qui se déroulent parallèlement. En effet, les conditions institutionnelles et le régime des partis présentent des divergences notables d'un canton à l'autre. Aujourd'hui, pour la première fois, l'étude SELECTS (Swiss Electoral Studies), tient compte de cette réalité. Cette étude est la plus grande enquête effectuée en Suisse sur ce thème.

Une vingtaine de chercheurs des trois universités de Zurich, Genève et Berne ont participé au dépouillement d'une énorme quantité de données (plusieurs milliers d'électeurs ont été interrogés). Ce projet était dirigé par les professeurs de science politique Hanspeter Kriesi (Genève), Ulrich Klöti (Zurich) et Wolf Linder (Berne).

Trois types de cantons

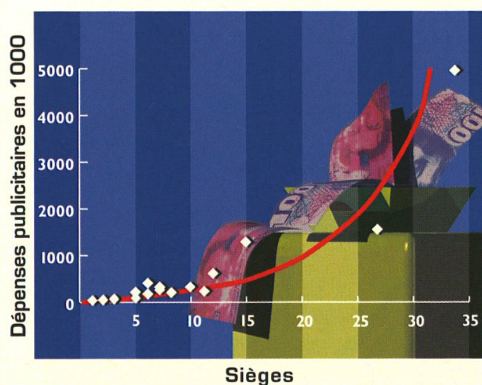
Selon Hanspeter Kriesi, l'intérêt de SELECTS résidait dans l'analyse des élections à l'échelle cantonale. Cette analyse a permis de systématiser des différences et des affinités entre les circonscriptions. Ainsi, par rapport aux systèmes de partis – un facteur qui exerce une forte influence sur l'élection –, il existe trois types de cantons:

CONSEIL NATIONAL

Le prix d'un siège

Un siège au Conseil national coûte plus ou moins cher selon le canton. Le facteur déterminant du coût d'une campagne électorale est la taille du canton et donc le nombre des sièges à pourvoir.

Ce nombre varie d'un seul dans les plus petits cantons à 27 à Berne et même 34 à Zurich. Les chercheurs de SELECTS ont découvert que le nombre des candidats suit une courbe ascendante plus ou moins parallèle à celle du nombre des sièges à pourvoir. En revanche, les dépenses publicitaires et l'intensité de la campagne électorale connaissent un accroissement exponentiel.



Les dépenses occasionnées par la campagne électorale de 1995 ont ainsi atteint leur maximum (5 millions de francs) à Zurich. A Berne, le second canton par la taille, elles se sont chiffrées à 1,4 million, soit à peu près autant qu'en Argovie. Dans un petit canton comme Glaris, les dépenses n'ont pas excédé 11 000 francs.

D'une manière générale, les chercheurs ont constaté que la Suisse romande dépense beaucoup moins que la Suisse alémanique pour la campagne électorale. Dans le canton de Vaud, le troisième en termes de population et de sièges, les partis n'ont dépensé qu'environ 260 000 francs, alors que le sixième canton suisse, Genève, déboursait à peine 70 000 francs. Cela pourrait indiquer que, sur les rives du lac Léman, les élections nationales revêtent une importance moindre que l'attribution des fonctions cantonales.

– Les cantons catholiques. Le conflit religieux entre les catholiques croyants et les segments sécularisés de la population y est encore très marqué. Il s'exprime sur le plan politique dans l'opposition entre les démocrates-chrétiens, majoritaires, et leurs adversaires traditionnels, les radicaux. La position des partis de gauche y est faible.

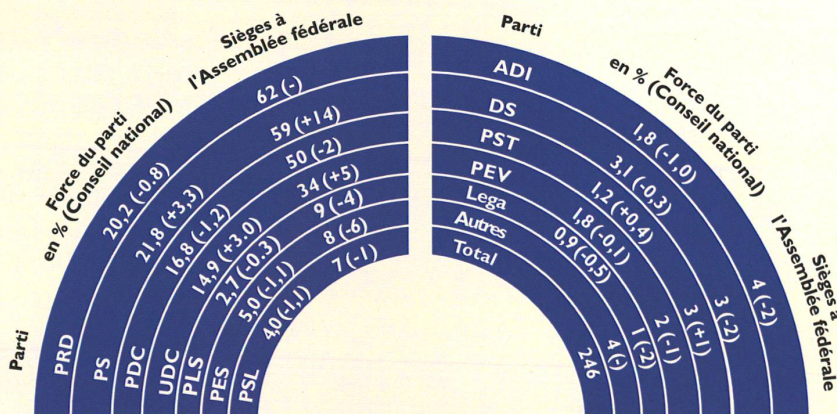
– Les cantons pluriconfessionnels de Suisse alémanique. Ils présentent le système de partis le plus complexe. Au camp bourgeois, mené par le PRD et l'UDC, s'oppose un parti socialiste fort.

– Les cantons pluriconfessionnels de Suisse romande. Le conflit des classes y subsiste, ce qui explique le rôle encore important que joue le parti communiste au sein de la gauche. De même, le clivage du libéralisme s'est maintenu entre des libéraux conservateurs et des radicaux progressistes, tandis que l'UDC n'occupe qu'une place mineure.

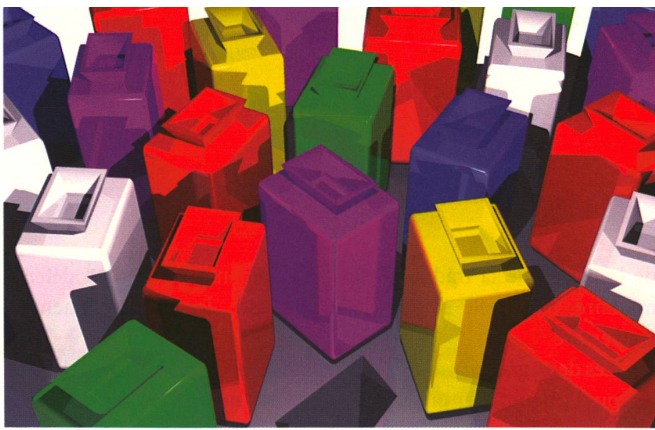
Les partis vus de l'intérieur

Aux divergences dans le système des partis s'ajoutent des différences à l'intérieur même de ces partis. En Suisse, les partis présentent parfois des différences régionales considérables. Les médias parlent souvent du clivage entre l'aile zurichoise et l'aile bernoise de l'UDC. L'analyse du système cantonal des partis effectuée par Ulrich Klöti révèle toutefois que l'UDC précisément est un parti dont l'électorat se montre relativement homogène dans le contexte suisse.

Selon cette enquête, les électeurs de l'UDC adoptent pratiquement la même attitude conservatrice dans toute la Suisse. Des divergences graduelles ne se sont manifestées que concernant l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. L'idée est certes rejetée par une grande majorité des partisans de l'UDC dans tous les cantons; pourtant, à Berne, 26% d'entre eux s'y sont montrés favorables, alors



Elections 1995 – les résultats



que les partisans de l'adhésion n'étaient que 6% à Zurich, où le parti est présidé par Christoph Blocher, adversaire de l'UE.

Fossés au sein du PS

Par ailleurs, l'analyse relativise l'image du parti socialiste comme étant le parti le plus centralisé de Suisse. Des fossés se sont révélés au sein du plus grand parti de gauche, tant entre les régions linguistiques qu'entre la direction du parti et la base.

En Suisse romande, l'électorat du PS manifeste une orientation socialiste traditionnelle plus marquée. Il est plus progressiste en matière de politique étrangère, mais plus conservateur que dans d'autres cantons pour ce qui est des politiques de sécurité et de l'environnement. Il est aussi frappant de constater que, sur presque toutes les questions, les responsables du PS se sont montrés plus radicaux que leurs électeurs.

Le PRD, quant à lui, présente trois groupes de partis cantonaux. Le groupe principal se compose des sections issues des cantons pluriconfessionnels de Suisse alémanique, qui adhèrent le plus aux positions du PRD Suisse. Les sections romandes, en revanche, préconisent une ouverture internationale plus rapide de la Suisse et une politique sociale plus progressiste. Le troisième groupe rassemble les cas particuliers, comme le PRD lucernois, plus conservateur que les autres, et les radicaux tessinois, socialement progressistes, mais opposés à l'ouverture de la Suisse.

La plus forte cohésion émane du quatrième parti gouvernemental, le PDC, au sein duquel les divergences cantonales sont marginales.

Vers un régime national des partis

D'autres disparités flagrantes subsistent entre les électeurs des différents cantons. Il n'est donc pas sûr que le même électeur choisirait le même parti dans un autre canton que son canton de résidence – soit parce que l'offre en partis y serait différente, soit parce que la représentation cantonale du parti se situerait plus à droite ou à gauche que lui-même. Il s'avère par exemple que, dans le canton de Vaud, un électeur du PRD s'estime plus à droite qu'un électeur de l'UDC, alors que le phénomène est inverse dans les cantons de Suisse alémanique.

Une observation dynamique des résultats permet toutefois de conclure que, face aux questions fondamentales, des fronts de plus en plus manifestes se dressent entre les partis à l'échelle de l'ensemble du territoire, ce qui pourrait mener à un régime national des partis. La ligne des conflits tend à s'uniformiser dans tous les cantons. Selon Ulrich Klöti, la Suisse connaît un clivage général autour de la question fondamentale de savoir si elle s'en tient à l'image ancestrale

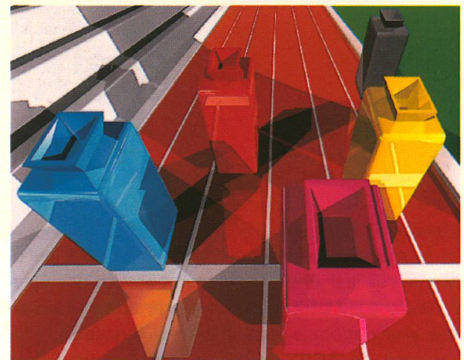
CONSEIL DES ÉTATS

Derrière la personnalité, un vote stratégique

Pour la première fois, grâce à SELECTS, les élections au Conseil des Etats ont pu faire l'objet d'une étude parallèle à l'analyse des élections au Conseil national.

Constatation importante: contrairement à ce que l'on croit généralement, ce scrutin ne serait pas une simple élection de personnalités, dont la couleur politique jouerait un rôle secondaire. Les électeurs se décident en priorité pour des candidats de leur parti de prédilection. «Les Suisses tendent à élire au Conseil des Etats des personnalités différentes, mais appartenant toujours au même parti», constate Hanspeter Kriesi.

Selon ses observations, le nombre des électeurs qui procèdent à un vote stratégique est étonnant. Seuls un peu moins de la moitié des électeurs suisses ont en effet choisi les deux candidats qui leur paraissaient les plus sympathiques. En revanche, plus d'un tiers d'entre eux n'ont rempli qu'une des deux lignes prévues.



Et environ un sixième des électeurs ont donné leur voix à des candidats pour qui ils n'avaient vraiment pas la préférence. Selon Hanspeter Kriesi, deux raisons expliquent ce comportement. Soit ils ont choisi, par fidélité à leur parti, un candidat de leur propre parti, même s'il ne leur était pas sympathique; soit ils n'ont pas indiqué sur le bulletin de vote leur candidat préféré parce qu'il n'avait aucune chance à leurs yeux et ils ont choisi pour ainsi dire un moindre mal parmi les autres candidats.

ÉTUDE SELECTS

**7500 interviews
en 3 semaines**

SELECTS (Swiss Electoral Studies) constitue une analyse innovatrice des élections fédérales de 1995. Pour la première fois, ce vaste projet a tenu compte du fait que les contextes cantonaux se distinguaient nettement les uns des autres en cas d'élection nationale. Les analyses ne se contentent pas d'un échantillonnage représentatif des électeurs suisses mais s'appuient sur des échantillonnages effectués dans dix cantons (Zurich, Berne, Vaud, Argovie, Genève, Lucerne, Tessin, Valais, Schaffhouse et Glaris). Au total, environ 7500 interviews ont été menées dans les trois semaines qui ont suivi les élections du 22 octobre 1995 – l'enquête la plus coûteuse jamais financée par le Fonds national dans le domaine des sciences sociales.



Le projet de recherche a été mené par les instituts de sciences politiques des universités de Berne, Genève et Zurich. Il poursuivait trois objectifs principaux: rattraper le retard de la recherche suisse en la matière par rapport à d'autres pays européens, réaliser une analyse comparative des élections dans les cantons, et élaborer une comparaison internationale des élections fédérales. Les élections de 1999 feront éventuellement l'objet d'un projet similaire, qui s'appuiera sur les conclusions de SELECTS.

L'ensemble des données recueillies par le projet ont été archivées au Service suisse d'information et d'archivage de données pour les sciences sociales (SIDOS) de Neuchâtel et sont accessibles à tous. L'analyse complète des élections (environ 300 pages) devrait paraître en allemand au printemps: Hanspeter Kriesi, Wolf Linder und Ulrich Klöti (éd.): Die Schweizer Wahlen 1995. Ergebnisse der Wahlstudie SELECTS. Berne: Paul Haupt. 48 francs.

de la patrie, de la tradition, de l'indépendance et de l'autodéfense militaire, ou si elle souhaite, au contraire, le renouvellement et l'ouverture.

Les deux grands vainqueurs des élections de 1995, le PS et l'UDC, ont pu d'ailleurs tirer profit du fait qu'ils avaient accordé la priorité à cette question. Wolf Linder en conclut qu'ils doivent une bonne partie de leur victoire à leur attitude respectivement proeuropéenne et antieuropéenne. En revanche, au cours de leur campagne électorale, le PRD et le PDC se sont montrés réservés dans leurs déclarations relatives à l'Europe. Alors que le PDC avait raison étant donné l'hétérogénéité de son électorat à ce sujet, le PRD aurait pu recueillir davantage de voix en adoptant une position plus favorable à l'intégration – la base est en effet plus proeuropéenne que la direction du parti.

Oui, les élections nationales existent!

La dialectique scientifique a conduit les chercheurs du projet SELECTS à relativiser leur thèse initiale: les élections nationales existent bel et bien en Suisse. Cependant, elles se distinguent autant par des affinités nationales que par des particularismes cantonaux et régionaux.

La comparaison avec d'autres pays montre d'ailleurs que l'hétérogénéité des contextes électoraux cantonaux de la Suisse ne constitue pas un cas isolé. Dans d'autres pays européens comme l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne ou la Belgique, le contexte électoral présente des disparités régionales aussi marquées qu'en Suisse. Là non plus, il ne peut être question d'élections nationales homogènes.

CONSERVATISME

Tel père, tel fils

L'électorat suisse se montre étonnamment conservateur: l'influence de la maison familiale joue un rôle important chez tous les électeurs de tous les partis gouvernementaux. 49% des électeurs du PDC et 37% de ceux du PRD ont indiqué que leur père avait voté comme eux. Chez les électeurs du PS et de l'UDC, le pourcentage était encore de 26%, soit plus d'un quart de l'électorat, chez qui l'attachement à un parti correspondait à l'opinion parentale.

Si la tradition politique joue un rôle au moment des élections, il n'en va pas de même des revenus. Les plus démunis, même ceux qui vivent dans des conditions précaires, ne votent pas très différemment des autres électeurs. Ce constat ne concerne à vrai dire en Suisse qu'une partie de l'expression de la volonté démocratique. Personne n'a encore analysé l'influence que les revenus exerceraient, le cas échéant, lors de votations portant sur des engagements financiers.